

LE TRAIN DE PRIMEURS PERPIGNAN/RUNGIS

SURSIS pour le TRAIN des PRIMEURS

Comme ce fut le cas le 20 juin dernier, quand le directeur de cabinet d'E. Borne avait reçu une délégation de la CGT Cheminots avant le groupe de travail, une délégation de la CGT66 a été reçue, le 17 juillet 2019, par le directeur général de la DGITM (Direction Générale des infrastructures, des transports et de la mer) pour faire le point sur la situation de la liaison Perpignan-Rungis.

Cette rencontre eu lieu en amont de la troisième réunion du groupe de travail diligentée par le ministère des transports, délocalisée à Perpignan.

La CGT a réaffirmé lors de cet entretien sa position concernant le maintien de la liaison conventionnelle (de quai à quai), le temps de trouver une solution adaptée, pérenne et cohérente avec les enjeux sociaux et écologiques. La délégation a rappelé que l'État est responsable de la situation de désengagement de la SNCF dans le fret ferroviaire. Cette situation est la conséquence des attaques successives contre le transport ferroviaire et l'entreprise nationale publique.

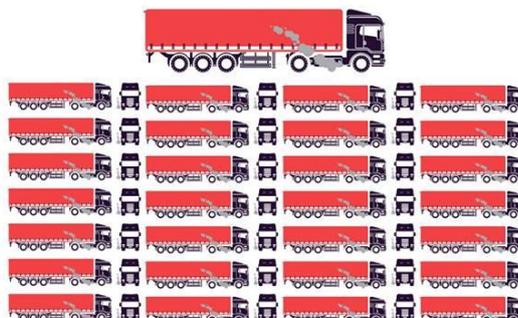
À 17h, en sortie de la réunion ministérielle, les acteurs présents ont confirmé la nécessité de maintenir un transport de marchandise par le ferroviaire en partance de Perpignan St Charles pour le MIN de Rungis.

Au vu des éléments apportés par la CGT dans ce dossier, l'état impose à FRET SNCF de fournir une étude détaillée sur la situation réelle des wagons frigorifiques dans les semaines à venir pour qu'ils puissent reprendre du service.

La CGT affirme que la SNCF ment depuis le début sur l'état des wagons frigorifiques, ils devaient être « périmés et obsolètes » au 30 JUIN 2019.

Au final, ils ont circulé bien au-delà de cette obsolescence programmée et visiblement encore plus d'une année.

L'ÉTAT VEUT-IL TUER LE TRAIN DES PRIMEURS?



SIGNEZ LA PÉTITION [CHANGE.ORG](https://www.change.org) POUR LE MAINTIEN DU TRAIN DES PRIMEURS



L'ÉTAT ET LES DIRIGEANTS DE LA SNCF DOIVENT SE POSITIONNER ET SURTOUT RENDRE DES COMPTES.

C'est la démonstration que la CGT a toute sa place dans ses groupes de travail pour porter l'expertise des salariés. La mobilisation de la CGT et de nombreux soutiens associatifs et politiques depuis des mois ont permis d'obtenir quelques avancées sur le dossier.

Les déclarations du Directeur Général de la DGITM confirment le maintien de la ligne en attendant de trouver une solution pérenne convenant à l'ensemble des protagonistes. Ce que nous pouvons dire AUJOURD'HUI:

- Suspension de la liaison à partir du 17 JUILLET 2019,
- Relance de la ligne actuelle dite "conventionnelle" au plus tard au 1er novembre,
- FRET SNCF doit donner le coût réel des réparations et de la faisabilité de la circulation des wagons actuels,
- Circulation du train des primeurs pour 1 an, le temps de trouver une solution plus adaptée aux besoins des clients. (L'une des solutions pérennes se dégageant serait trafic en combiné qui correspond à une partie des besoins de transports).

NOUS NE SOMMES PAS DUPES !

Bien que soit affirmée la volonté de maintien de la liaison, le cadre général de ce maintien n'est pas encore arrêté. Pour la CGT, après la démonstration que les wagons peuvent encore rouler, la SNCF doit développer une véritable politique commerciale pour remplir ses wagons de marchandises afin de pérenniser ce trafic et cette technique ferroviaire. Par ailleurs, la réouverture des terminaux combinés (containers) sur Perpignan Saint-Charles et sur le MIN de Rungis est essentielle à la pérennité de cette liaison mais aussi un levier incontournable pour développer les trafics ferroviaires, notamment en direction des ports maritimes et fluviaux.

D'ores et déjà, plusieurs rencontres sont programmées : 2 réunions du groupe de travail. Une le 11 septembre et l'autre en octobre et deux réunions techniques courant août. Nous demandons aux élu-e-s mobilisé-e-s à nos côtés, d'imposer la présence de La CGT à ces réunions.

Grace à la mobilisation, ce scandale écologique a été mis sur la place publique. Ainsi, une seconde étape a été franchie avec ces premières propositions de l'État. Le combat est loin d'être terminé, la tentation de penser que le train est sauvé est grande mais nous sommes encore loin du compte.

La mobilisation commence à payer. Il y a 3 mois, alors que l'arrêt du train des primeurs semblait définitif, nous pouvons espérer aujourd'hui une pérennisation de cette Liaison d'Intérêt Général !

Le train des primeurs est certes devenu un symbole mais est surtout un symptôme des conséquences des politiques de casse du fret ferroviaire SNCF. La CGT persiste à défendre un modèle de services publics répondant aux besoins de la population, exige l'arrêt du démantèlement de la SNCF et le développement du fret ferroviaire public.



Perpignan/Paris, le 18 juillet 2019.